

FICHE DE LECTURE

sur la crise

Sources par ordre alphabétique des prénoms.

Entretiens radiophoniques, télévisuels et publications en 2017, 2018 et 2019 de :

- *Axel CHAMPEIL*
- *Boris CASSEL*
- *Denis LAPALUS*
- *Étienne GOËTZ*
- *Fabien BELLEINGUER*
- *Gaël GIRAUD*
- *Georges NURDIN*
- *Jean-Claude TRICHET*
- *Jean-Marie HARRIBEY*
- *Jonathan NOWAK*
- *Maéva COURTOIS*
- *Marc JUTIER*
- *Nouriel ROUBINI*
- *Patrick ARTUS*
- *Philippe DERRUDER*
- *Stanley DRÜCKENMILLER*

Les rédacteurs de cette fiche ne sont pas économistes et se sont investis dans la toile pour acquérir leurs informations. Pour autant, la tonalité des publications lues comme des entretiens radiophoniques ou télévisuels ouïes est suffisamment et étonnement unanime, pour qu'on puisse en faire rapport sans crainte excessive d'erreur ou de contresens manifestes. On se gardera néanmoins d'être affirmatif, dans la mesure où la science divinatoire a ses limites, même en économie. Tout au plus, peut-on discerner un consensus apparent, une tendance, mais aucune certitude.

Avant toutes choses, l'étude sur « les Monnaies Locales Complémentaires Citoyennes (M.L.C.C.) et la crise » supposait déjà qu'on s'interroge sur la notion de crise : degré d'occurrence, quand, avec quelle sévérité, selon quels scénarii et avec quelles conséquences pour la population ?

Les informations recueillies à cet égard évoquent un **risque de crise réel et à court terme**, générant, à quelques exceptions près, une **paupérisation accrue de l'ensemble de la population**.

* * *

*

1. Vous avez bien dit crise ?

La première question pour dépasser les discussions de comptoir consiste à se demander si cette fameuse crise, dont tout le monde parle, est réellement inéluctable.

Sur ce point, la réponse est oui. Les économistes les moins alarmistes entrebâillent encore une porte de sortie si les décisions correctives sont prises à temps, mais même eux reconnaissent au minimum la forte probabilité d'occurrence d'une crise. Dans ce cadre, l'étude sur « les M.L.C.C. et la crise » est confortée dans sa pertinence et sa légitimité. Les raisons de ce quasi-accord relèvent à la fois de la théorie et de l'observation du monde de la finance d'aujourd'hui.

Intervient d'abord la notion de cycle. Georges Nurdin décrit la résonance entre deux cycles, un court sur 10 ans haussiers suivis d'un retournement, un long, dit de Kondratiev, sur environ 50 ans, pour prédire un événement de grande ampleur. Fabien Belleinguer, pour sa part, évoque l'indice C.A.P.E. ("Cyclically Adjusted Price to Earnings"). Mis au point par Robert Schiller, prix Nobel d'économie, cet indice est appliqué aux entreprises et sert à évaluer le rendement sur 10 à 20 ans des actions qui y sont investies. Fabien Belleinguer observe que cet indice a atteint ou dépassé la valeur de 30 avant la crise de 1929, en 1999 à l'occasion de la bulle INTERNET, en 2007 avant la crise des "subprimes" et qu'il a atteint en 2019 la valeur de 29,82.

Par ailleurs, il y a unanimité sur l'identification de l'endettement comme cause principale d'une éventuelle crise. En 2018, la dette mondiale se montait à 164 000 milliards USD, soit 225 % du P.I.B. mondial. Due à des taux d'intérêts bas depuis la crise de 2008, voire négatifs, cette dette génère un afflux de liquidités sans précédent. Or, le capital apporté par les actionnaires du système bancaire est inférieur à 5 % des engagements du système lui-même, en dépit des régulations édictées par les États à l'expérience de 2008. Les États eux-mêmes ne disposent plus de la marge de manœuvre qui leur a permis alors de sauver le secteur bancaire. On comprend aisément que seule une remontée des taux d'intérêts peut apporter un correctif à ce que Denis Lapalus qualifie d'anomalie de marché. Cette remontée des taux aurait alors un effet mécanique de mise en difficulté du système bancaire, avec une possible perte de confiance, un ralentissement de la circulation de l'argent, éventuellement des faillites. On serait alors en crise financière, qui générerait à son tour, par effet domino, une crise dans l'économie réelle, car les agents économiques sont actuellement lourdement endettés.

Se rajoutent à l'endettement d'autres facteurs de déstabilisation. Tout d'abord, il y a une disproportion criante, voire une décorrélation entre la bourse et l'économie réelle. L'ensemble des transactions mondiales se fait à moins de 2 % dans l'économie réelle, le reste représentant des produits financiers. Selon Jean-Marie Harribey, le versement de dividendes et le rachat de leurs propres actions par les entreprises elles-mêmes, pour faire monter artificiellement le cours de ces actions, se font au détriment de la recherche et du développement dans l'entreprise, et bien entendu, au détriment du salariat. Par ailleurs, la hausse spectaculaire des cours, due à l'argent pas cher, crée une bulle qui ne demande qu'à éclater un jour ou l'autre. On s'interroge d'ailleurs sur le comportement à cette occasion du système robotisé de transactions à haute fréquence, qui pourrait plus amplifier qu'atténuer les perturbations ainsi créées.

Ensuite, il y a les facteurs d'ordre géopolitique. Les investisseurs ont horreur de l'instabilité internationale. Or, actuellement, les risques en la matière sont légion : Proche et Moyen Orients, tensions commerciales entre les États-Unis d'Amérique et l'Europe, entre les États-Unis d'Amérique et la Chine, "BREXIT" acté mais non encore soldé, instabilité en Afrique sub-saharienne, fragilité économique des pays émergents, etc.

2. Mais alors, quand et comment ?

Plusieurs analystes économiques prédisaient en 2018 la crise pour l'année suivante. Or, on sait qu'elle n'a pas eu lieu en 2019. Ajouter foi à ceux qui nous la prédisent aujourd'hui en 2020 relève alors du pari osé, même si Nouriel Roubini, qui avait prévu la crise des "subprimes", fait partie de ceux-là. Pour autant, l'ensemble des économistes s'accorde au moins sur le court terme, avant 2025 au plus tard : il est donc minuit moins cinq.

Il y a en revanche désaccord sur degré de gravité de la crise. Certains espèrent un "atterrissage en douceur", d'autres, comme Denis Lapalus, se fondant sur une étude du F.M.I., évaluent sa gravité à 30 % de celle de 2008. En revanche, une majorité s'accorde sur une crise sévère, avec des formulations parfois très tranchées, comme "la crise de 2019, celle qui ridiculisera toutes les autres !" Ce qui est certain, c'est le risque d'addition de plusieurs crises simultanées : économique, certes, mais aussi sanitaire, désordres sociaux et troubles graves à l'ordre public, tensions et conflits internationaux. C'est sans doute là que réside le vrai degré de gravité de ces turbulences à venir.

En effet, si crise il y a, contrairement à celle de 2008, elle interviendra sur une société déjà malade et à double titre. D'une part, malade au sens propre du terme avec le "coronavirus", dont les conséquences sont déjà visibles et mesurables sur l'économie réelle ; la Banque Centrale des États-Unis d'Amérique a d'ailleurs encore assoupli des taux d'intérêts déjà bien bas le 03 mars, pour tenter d'empêcher que l'onde de choc de la maladie ne touche aussi le monde de la finance. Malade également au figuré, dans la mesure où le feu d'une crise sociale, qui s'est manifestée en France en 2018 par les violences contestataires des "Gilets jaunes", couve toujours et ne demande qu'une étincelle pour se rallumer.

À partir de ces conclusions, on peut penser que les États chercheront à réagir, notamment en essayant de constituer des marges de manœuvre financières qu'ils n'ont plus, pour tenter une nouvelle fois de sauver au mieux, de limiter la casse au moins dans le système bancaire. Cela ne pourra se faire sans recourir aux vieilles recettes : contraction du service public ; coupes dans les budgets les plus importants de l'État, où se trouvent en bonne position les prestations sociales ; recours à l'impôt.

Simultanément, la crise économique et les défaillances d'entreprises qui en résulteront ne peuvent que générer un chômage de masse, d'autant plus ressenti que les prestations sociales auront été réduites. Au bilan, il y aura un appauvrissement général, aggravé par une pénurie accrue des services publics, dont certains sont déjà en crise, l'hôpital par exemple.

Dans ces conditions, on peut imaginer deux scénarii :

- soit la pandémie neutralise toute contestation et tout mouvement de protestation par sa gravité et le nombre de personnes touchées par la maladie, si bien que la crise reste confinée aux sphères financière et économique, comme en 2008 ;
- soit elle reste gérable par les autorités sanitaires ou soit, malgré la pandémie, l'exaspération devient trop forte pour ne pas s'exprimer et dans l'un ou l'autre de ces cas, on peut craindre, au pire, une révolution, au moins des convulsions comme celles de 2018.

* * *

*

Il y a donc un **risque réel de crise à court terme**. Cette crise sera vraisemblablement **multiforme** et provoquera des **troubles sociaux** plus ou moins graves, résultant d'un **appauvrissement général** de la société.

ANNEXES

Auteurs des sources

Axel CHAMPEIL :

Axel CHAMPEIL est né le 10 juillet 1982.

Il est président du conseil d'administration de l'entreprise « Champeil » qu'il a créée en 1999. Le chiffre d'affaires de la société en 2018 s'élève à 1 483 179 €. « CHAMPEIL S.A. » est Prestataire de Services d'Investissement (P.S.I.) agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) spécialisé dans l'investissement sur les marchés financiers pour une clientèle privée et patrimoniale ("asset management", gestion privée, courtage, "family office"). La société intervient également dans les services aux émetteurs ("listing sponsor", placement, conseils, analyse financière, etc.).

Axel CHAMPEIL est également mandataire de 3 autres sociétés.

Boris CASSEL : Journaliste et auteur.

Né le 11 mars 1983, Boris Cassel effectue sa scolarité à Péronne, puis se forme de 2001 à 2008 en économie et en journalisme à l'université de Picardie Jules Verne d'Amiens, à l'I.U.T. de Tours, au C.N.E.D. et à l'université Panthéon Sorbonne Paris I.

Journaliste économique au "Parisien", il commence par l'édition de Paris où il suit les questions d'éducation et de santé au niveau départemental et l'actualité des arrondissements de l'ouest parisien. Puis il se spécialise dans le suivi de la politique économique du gouvernement, des services publics, de la finance et de l'économie de la santé.

Il publiera en février 2012 un ouvrage intitulé : "Chères, très chères entreprises publiques".

Denis LAPALUS : financier et auteur.

Ingénieur Arts et Métiers de formation, 52 ans, Denis Lapalus a collaboré plus de quinze années dans les plus grands groupes bancaires et financiers. Des salles de marchés aux services de diffusion d'informations financières, il a notamment été directeur du développement Internet de la banque en ligne "ING Direct France" de 2000 à 2005. Fondateur de "Mon Épargne Online", il anime depuis 2007 ce réseau d'informations indépendant sur les finances personnelles.

Journaliste éditorialiste, conseiller en gestion de patrimoine, il est auteur de deux ouvrages : "Ma maison à 110 000 €" et "Transformer ses impôts en investissements immobiliers", sortis tous deux en 2011. Marathonien amateur avec un record personnel de 2h55, il est arrivé 10ème aux championnats de France en 2016, série master 2 (+ de 49 ans).

Étienne GOËTZ : Journaliste.

Étienne GOËTZ termine brillamment ses études secondaires au lycée international des Pontonniers de Strasbourg en 2007. Il passe dans la foulée une licence en histoire-géographie, fréquente l'école normale supérieure de Lyon, puis obtient en 2014 un mastère 2 de journalisme à l'E.S.J. de Lille.

Il effectue ensuite divers stages dans de multiples organes de presse écrite et parlée en France et en Allemagne, en tant que pigiste, rédacteur, présentateur, animateur de "blog" et journaliste avant de se fixer aux "Échos", où il exerce depuis 2015 les fonctions de journaliste spécialisé dans la finance, les marchés et plus récemment les matières premières.

Fabien BELLEINGUER : gestionnaire de site et "blogueur".

Fondateur, administrateur et éditeur du site "emprunter-malin.com", Fabien BELLEINGUER est titulaire d'un bac de comptabilité (G2) obtenu en 1987. Blogueur sur les thèmes de l'argent et des assurances des particuliers depuis 2012, il a pour caractéristique principale de savoir se mettre à la portée de ses lecteurs en exposant des données très techniques de manière simple et pédagogique.

D'une grande discrétion sur la toile, il ne laisse que peu de données disponibles sur sa biographie.

Gaël GIRAUD : économiste français.

Gaël Giraud est né le 24 janvier 1970. Après deux années de classes préparatoires au lycée Henri IV de Paris, il intègre l'École normale supérieure de la rue d'Ulm et l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) en 1989. À la suite de deux années de service civil au Tchad (1995-1997), il soutient une thèse de doctorat en mathématiques appliquées à l'économie à l'École polytechnique et à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne.

En 2004, il entre chez les Jésuites et il est ordonné prêtre le 14 décembre 2013. Il soutient une thèse de doctorat en théologie en mai 2020.

Gaël GIRAUD entre au CNRS en 1999 comme chargé de recherche en économie, puis, en 2001, il est affecté au Centre d'économie de la Sorbonne. De début 2015 jusqu'à 2019, il est l'économiste en chef et le directeur exécutif de l'Agence française de développement. Il effectue entre 1999 et 2004 des travaux sur la tarification des actifs dérivés de crédit. En 2003, un poste de "trader" lui est proposé à New-York qu'il décline pour pouvoir devenir jésuite.

Gaël GIRAUD enseigne la théorie des jeux et l'économie mathématique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, à la faculté des sciences économiques et de gestion de Strasbourg et à l'université de Hanoï au Vietnam. Il enseigne aujourd'hui l'économie au corps des ingénieurs des Ponts et Chaussées, à l'École polytechnique et au "Sustainability Institute" de l'université de Stellenbosch. Au Tchad, il a enseigné les mathématiques et la physique au lycée Saint-Charles Lwanga de Sarh. Il y a fondé le Centre d'accueil des enfants de la rue de Balimba.

Ses travaux portent notamment sur le rôle de la monnaie, le rôle des marchés financiers et de leur réglementation dans la prévention des crises économiques. Ces travaux portent un regard original sur l'économie. Ils explorent et développent les aspects éthiques, voire théologiques, des sciences économiques. Depuis 2012, il alerte sur les risques liés au réchauffement climatique, et à l'épuisement des ressources énergétiques.

Gaël GIRAUD a rédigé plusieurs ouvrages, qui lui ont valu de nombreuses distinctions. En particulier, il a écrit en collaboration "Vingt Propositions pour réformer le capitalisme", en solo "l'Illusion financière" et "la Transizione ecologica". Gaël Giraud a été très actif lors de la préparation de la loi Moscovici portant sur la séparation des banques, dénonçant l'inefficacité prévisible des nouvelles dispositions réglementaires. Enfin, il est sensible à l'importance économique et écologique du concept de commun.

Dans un autre registre, il est arrivé 2^e au concours de piano Euterpe, en 1988 et a rédigé une pièce de théâtre, "Chemins vers la soif".

Georges NURDIN : économiste, consultant , chroniqueur, directeur de collection.

Né dans le Pacifique Sud, il a été éduqué en Europe et aux Etats Unis. Sportif, polyglotte, portant un vif intérêt aux mathématiques, aux sciences sociales et politiques, à l'histoire, à la philosophie comme aux sciences de l'éducation, il a une formation de base en sciences économiques et managériales.

"E.S.C.P. Europe", "M.B.A.-M.I.T.", docteur ès-sciences économiques, "Fellow of the Institute of Directors", "senior Fellow ESCP Europe", membre du Conseil d'Orientation de "University of London in Paris", administrateur de l'A.D.A.E., Lieutenant-Colonel (rc) de l'Armée de l' Air, Georges Nurdin a exercé le management pendant plus de trente ans sur les 5 continents en tant que directeur général et président de conseil d'administration. Après avoir été expert auprès des Nations Unies, puis Directeur de "Paris School of Business" et chargé d' enseignement à "H.E.C. Executive Education" et "E.S.C.P. Europe", il est aujourd'hui consultant international, essayiste, chroniqueur, et écrivain.

Il est en effet l'auteur de multiples ouvrages, essentiellement consacrés à la gouvernance et au management des entreprises, mais aussi d'un roman de fiction totalement atypique "Wanamatcha".

Jean-Claude TRICHET : haut fonctionnaire français.

Jean-Claude Trichet est né le 20 décembre 1942 à Lyon. À l'issue de ses études à Paris, il devient ingénieur civil de l'École nationale supérieure des mines de Nancy en 1964. Il obtient une maîtrise en sciences économiques à l'université de Paris en 1966, est diplômé de l'I.E.P. de Paris, section Service Public et est élève de l'École nationale d'administration de 1969 à 1971. Il commence sa carrière comme inspecteur des Finances. En 1978, il est conseiller technique à l'Élysée, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. En 1986, il est directeur de cabinet d'Édouard Balladur au ministère des Finances. Entre 1987 et 1993, il est directeur du Trésor. En 1993, il devient gouverneur de la Banque de France. Le 18 juin 2003, il est relaxé avec Jacques de Larosière par le tribunal correctionnel de Paris dans l'Affaire du Crédit Lyonnais (devenu L.C.L.).

Le 1^{er} novembre 2003, il devient le deuxième président de la Banque centrale européenne. À cette époque, il note que l'endettement des ménages et des particuliers augmente de 8% par an en moyenne et considère que l'augmentation trop rapide de l'endettement privé pourrait se traduire par une crise ultérieure de surendettement. En 2007, le « Financial Times » le déclare personnalité de l'année pour sa gestion de la crise financière de l'été 2007, qui se révélera être la première étape de la crise des « subprimes ». Le 01 novembre 2011, il cède sa place à Mario Draghi. Pendant son passage à la tête de la Banque centrale européenne, son principal objectif est de lutter contre l'inflation.

Le 26 janvier 2012, le Conseil d'administration d'E.A.D.S. a approuvé la nomination de Jean-Claude Trichet en remplacement d'Arnaud Lagardère au Conseil.

Jean-Marie HARRIBEY : économiste français.

Jean-Marie HARRIBEY est né en 1948. Agrégé de sciences économiques et sociales, il est ancien professeur d'économie en lycée et ancien maître de conférences à l'université Bordeaux-IV. Ses domaines de recherche sont la critique de l'économie politique, la théorie de la valeur, la socio-économie du travail et de la protection sociale et le développement soutenable.

Son livre, "La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste", propose une synthèse de l'intégration de la question écologique à l'intérieur de la théorie de la valeur-travail.

Il est assimilé au courant de pensée économique marxiste ou anti-néolibérale. Il a fait campagne pour le non au référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005. Il a été coprésident d'A.T.T.A.C. France (Association pour la taxation des transactions et pour l'action citoyenne) de 2006 à 2009 et il co-préside son conseil scientifique depuis 2014. Il a créé et anime la revue "Les Possibles". Il a collaboré avec de nombreuses autres publications, comme "Le Passant ordinaire", "Politis", "Actuel Marx" ou la "Revue du M.A.U.S.S." (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales). Il est membre de l'association "Les Économistes atterrés" qu'il a co-présidée de 2011 à 2014.

Jonathan NOWAK : un O.V.N.I. dans le monde de la finance.

Né en 1989, Jonathan Nowak n'était absolument pas destiné à s'investir dans le domaine de la finance et de l'entreprise. Exerçant le métier de paysagiste, il avait mis un peu d'argent de côté et il cherchait à le faire fructifier. En faisant des recherches sur la toile, il découvre le « bitcoin » et les crypto-monnaies, jusqu'à multiplier par 10 son capital en 12 mois ! Jusque là, rien d'exceptionnel.

La suite est moins banale. Grâce à ses expériences, il crée sa chaîne « YouTube » nommée « Jonathan Nowak », sur laquelle il partage ses connaissances acquises en investissements. Suite à un afflux de demandes, il décide de créer plusieurs formations, en rapport avec le « bitcoin » et les crypto-monnaies. Le lancement de ses formations a permis à sa société de générer un chiffre d'affaires de près de 100 000 € par mois.

Jonathan Nowak est persuadé de l'imminence d'une crise financière à venir. Il est décédé d'un accident de voiture en 2017.

Maeva COURTOIS :

Après des études d'ingénieur en mathématiques à l'I.N.S.A., Maeva Courtois débute sa carrière en structuration dans une grande banque française. Elle rejoint ensuite le groupe financier franco-allemand Oddo-B.H.F. en tant que "trader" algorithmique, où elle est en charge de l'automatisation des activités de "trading". Aujourd'hui elle est analyste de données chez un "asset manager" de référence sur la gestion des actions en Europe et elle est spécialisée sur les sujets d'automatisation et d'étude de données en finance de marché.

Sa biographie plus complète n'est pas facilement disponible sur la toile.

Marc JUTIER : ingénieur, auteur, conférencier.

Né le 11 août 1962 à Paris, Marc Jutier a travaillé comme ingénieur d'affaires en informatique au Canada et en France. Il a voyagé et vécu en Asie et en Amérique. Il est Québécois par sa mère et ingénieur de l'école polytechnique de Montréal.

Il a été sympathisant et adhérent du parti les Verts de 2003 à 2005, candidat à la présidence du MEI en 1999, candidat aux élections législatives de 1997 dans la 11e circonscription de Paris, candidat aux élections législatives sur la 4e circonscription de Dordogne en juin 2017.

Il est actuellement responsable de la coordination nationale du Mouvement de la Monnaie Juste. Il a publié "Crise finale du capitalisme ou 3e Guerre Mondiale ?" et "Françaises, Français, réveillez-vous !"

Nouriel ROUBINI : docteur en économie.

Nouriel ROUBINI est né le 29 mars 1958 à Istanbul, en Turquie dans une famille de Juifs iraniens. Il a vécu une enfance nomade : à l'âge de deux ans, il a vécu à Téhéran (Iran), puis à Tel Aviv (Israël) et finalement en Italie où il obtient l'équivalent d'un diplôme collégial de l'université Bocconi. Par la suite, il a étudié en économie à l'université d'Harvard aux États-Unis, où il accomplit son doctorat en sciences économiques en 1988.

Il occupe en 2009 un poste de professeur d'économie au "Stern School of Business" de l'université de New-York. Il a occupé des postes d'enseignement à l'université Yale. Il est aussi président du "R.G.E. Monitor", un groupe de consultants économiques spécialisé en analyse financière. Il a été économiste senior aux Affaires internationales pour le compte du "Council of Economic Advisers" (juillet 1998 – juillet 1999), organisation chargée de conseiller le président des États-Unis. Au Département du Trésor des États-Unis, il a exercé un rôle de conseiller senior auprès du sous-secrétaire aux Affaires internationales (de juillet 1999 à juin 2000).

Au début des années 2000, Nouriel ROUBINI a eu la pré-science de la crise, affirmant notamment en 2005 que "le prix des maisons surfait sur une vague spéculative qui coulerait bientôt l'économie". Bien que la crise financière de 2008 soit arrivée plus tard qu'il ne l'avait prévu, ses descriptions des causes et des effets ont été confirmées.

En octobre 2018, Nouriel ROUBINI annonce la prochaine crise pour 2020. Selon lui : "La marge de relance budgétaire dans le monde est d'ores et déjà réduite par une dette publique massive. Par ailleurs, les sauvetages dans le secteur financier seront intolérables pour des pays marqués par la résurgence de mouvements populistes, et dirigés par des gouvernements quasi insolubles. À la différence de 2008, époque à laquelle les gouvernements disposaient des outils politiques permettant d'empêcher une chute libre, les dirigeants qui affronteront la prochaine récession auront les mains liées, sachant par ailleurs que les niveaux globaux de dette sont supérieurs à ceux d'avant-crise. Lorsqu'elles surviendront, la crise et la récession de demain pourraient se révéler encore plus sévères et prolongées que celles d'hier".

Il a publié en collaboration : "Bailouts or Bail-ins? Responding to Financial Crises in Emerging Economies" ; "Économie de crise : une introduction à la finance du futur" ; "New International Financial Architecture" ; "Political Cycles and the Macroeconomy"

Patrick ARTUS : économiste français.

Patrick Artus est né à Lille le 14 octobre 1951. À l'issue de ses études secondaires, il est élève à l'École polytechnique en 1970, l'E.N.S.A.E. et Sciences Po en 1975.

Il est professeur associé à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, membre du Conseil d'analyse économique, du Cercle des économistes et de la Commission économique de la Nation. Il est ancien administrateur de l'I.N.S.E.E. Il est membre du conseil d'administration de Total. De 1996 à 2011, il est professeur de sciences économiques à l'École polytechnique.

Patrick Artus est un des spécialistes français en économie internationale et en politique monétaire. Il écrit régulièrement des chroniques et points de vue dans « Le Monde », « Alternatives économiques », « Challenges », « Les Échos » et « Revue Banque ». Il intervient également dans l'émission « L'Économie en questions » sur France Culture. Il est actuellement directeur des études à la banque Natixis, où il publie notamment plusieurs « Flash économie » par jour.

Philippe DERRUDER :

Né en 1948, Philippe Derudder est formé pendant 10 ans au monde de l'entreprise. En 1980, il reprend l'entreprise familiale qui en 5 ans prend une dimension internationale, avec douze agences en Europe du Nord et en Asie. En 1992, il décide de démissionner pour ne plus cautionner un système auquel il ne croit plus, ne pouvant plus se résoudre à accepter les conséquences dramatiques pour l'homme et la planète de la pensée unique et de la globalisation.

Il explore et expérimente alors ce qu'il appelle la "conscience de rareté ou d'abondance", paradigmes qui déterminent nos modes de vie. Il fonde et anime "l'Homme en devenir" pour partager son analyse, sensibiliser et informer sur les pistes de transformation possibles. Il s'intéresse en particulier aux systèmes monétaires et à leur compatibilité aux exigences du Vivant. Son ambition est de mettre l'économie au service de l'Homme et de la planète.

Il participe activement à la création du mouvement des monnaies locales complémentaires citoyennes qu'il considère être un formidable laboratoire d'éducation populaire offrant aux acteurs la possibilité de poser les bases d'un monde réconcilié, responsable et suffisant.

Stanley DRÜCKENMILLER : banquier étasunien.

Stanley Freeman DRÜCKENMILLER est né le 14 juin 1953 à Pittsburgh, en Pennsylvanie. Il termine ses études secondaires à Richmond, en Virginie, puis fréquente le "Bowdoin College" et l'université du Michigan.

Il interrompt sa formation en 1977 pour accepter un poste d'analyste à la "Pittsburgh National Bank". Il fonde en 1981 son propre établissement "Duquesne Capital Management". En 1985, il devient consultant pour le "Dreyfus Fund", dont il prend la tête en 1986. En 1988, il est contracté par George Soros pour gérer le portefeuille d'actions du "Quantum Fund" ; c'est à cette occasion qu'il fait plus d'1 billion \$ de profits sur le dos de la "Bank of England" en 1992, opération restée célèbre sous le nom de "mercredi noir". Il quitte George Soros en 2000 après avoir essuyé de lourdes pertes et se concentre alors sur la gestion de "Duquesne Capital Management", qui a rapporté en moyenne annuelle 30 % de bénéfices sur 30 ans, sans avoir enregistré d'année déficitaire. En 2010, il éteint son fonds d'investissements et se retire en ayant restitué leur argent à l'ensemble de ses clients.

Stanley Freeman DRÜCKENMILLER est également un philanthrope au vu des 705 millions \$ accordés en 2009 à des fondations investies dans la recherche médicale, l'éducation et la lutte contre la pauvreté. Il est personnellement engagé comme président du "Harlem Children's Zone", projet communautaire multi-facettes. Il est également avec son épouse les contributeurs principaux de la marche "New-York City A.I.D.S." Enfin, il s'est également engagé dans le soutien du club de football "Pittsburgh Steelers".